

## Séance ordinaire du lundi 12 avril 2021

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le douze avril, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

### Administration générale

#### Présents :

Taslime AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

#### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Michel CALVO ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Joëlle URBANI, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Célia SERRANO, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Max LEVITA.

#### Absents :

Philippe SAUREL.

## **Convention relative à la mise en œuvre de la médiation dans le ressort du Tribunal Administratif de Montpellier - Approbation - Autorisation de signature**

Madame Fanny DOMBRE-COSTE, Première Adjointe, rapporte :

Le Code de justice administrative (articles L. 213-1 et suivants et R. 213 et suivants) permet à des parties ayant à connaître d'un différend de recourir à la médiation, soit en dehors de toute procédure juridictionnelle, soit postérieurement à la saisine d'une juridiction administrative.

Le processus de médiation peut être déclenché soit à l'initiative des parties, soit à l'initiative du président de la formation de jugement après avoir recueilli l'accord des parties. La médiation est exercée dans les délais de recours contentieux et de prescription applicables au litige pour pouvoir valablement interrompre le premier et suspendre le second. Le président de juridiction recueille l'avis des parties sur le choix du médiateur ; celui-ci peut être une personne physique ou morale, étant entendu que tout médiateur devra se conformer à la charte éthique du médiateur. Les frais de médiation sont à la charge des parties.

C'est dans ce contexte que la Cour Administrative d'Appel de Marseille et le Tribunal Administratif de Montpellier, dans un souhait de diffusion de la culture de la médiation en remplacement de l'action du juge, ont sollicité la commune de Montpellier en proposant de signer une convention dont le but est de fixer un cadre de référence pour les parties qui s'engagent dans une médiation conventionnelle libre ou mettant en œuvre une clause contractuelle. Les frais de la médiation sont à la charge des parties. Celles-ci déterminent librement entre elles leur répartition.

La convention à intervenir entre la commune de Montpellier, la Cour Administrative d'Appel de Marseille et le Tribunal Administratif de Montpellier est passée pour une durée de 3 ans, faisant suite à une première qui a été conclue au printemps 2018 pour 3 ans également.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'accepter les termes de la convention relative à la mise en œuvre de la médiation dans le ressort du Tribunal Administratif de Montpellier ;
- de dire que les frais relatifs à la médiation sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 63 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Coralie MANTION.

**Fait à Montpellier, le 23 avril 2021**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 23 avril 2021**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20210412-155987-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 23/04/21  
Réception en Préfecture : 23/04/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.